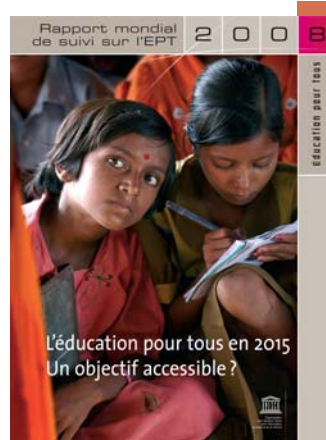


Aperçu régional : Afrique subsaharienne



L'Afrique subsaharienne¹ a connu une croissance économique soutenue, avec une progression annuelle de 1,9 % du PIB par habitant entre 2000 et 2005, et plusieurs pays ont accompli des progrès notables pour ce qui est de créer des formes de gouvernement plus transparentes et plus responsables². Toutefois, des disparités de revenu entre les pays et à l'intérieur des pays subsistent, et la pauvreté est généralement plus répandue que dans les autres régions. En 2004, 41 % de la population de l'Afrique subsaharienne vivait dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1 dollar EU par jour, et les inégalités restaient plus prononcées que dans les autres régions en développement³. La région compte 63 % des séropositifs du monde et 89 % de tous les décès dus au paludisme. Les femmes supportent de plus en plus le fardeau du VIH et du sida soit parce qu'elles sont infectées, soit parce qu'elles ont au premier chef la responsabilité de s'occuper des malades⁴. L'Afrique subsaharienne reste fortement dépendante de l'aide extérieure ; la région est celle qui bénéficie le plus de l'aide publique au développement (APD) totale, qui reste néanmoins insuffisante.

En passant en revue les progrès accomplis depuis 2000, le présent aperçu régional récapitule les réponses aux questions clés abordées par le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008 : quelles sont les principales réalisations de l'EPT et quels défis subsistent à ce stade, à mi-chemin de la date butoir de 2015 ? Quels sont les pays qui progressent le plus rapidement ? Quels sont les pays qui sont confrontés à des difficultés ? Quelles sont les initiatives qui promeuvent l'accès à l'éducation et en améliorent la qualité, en particulier pour les groupes et les zones les plus défavorisés ? La communauté internationale fournit-elle un soutien adéquat ? Le Rapport 2008 montre que, malgré les progrès réalisés vers certains objectifs, l'Afrique subsaharienne – de même que les États arabes et l'Asie du Sud et de l'Ouest – reste à la traîne.

EPT : progrès et réalisations

Des progrès ont été accomplis vers l'EPT depuis 2000 dans la région de l'Afrique subsaharienne, mais ils ont été inégaux. Leur rythme vers l'enseignement primaire universel (EPU) a été plus rapide dans la région que durant les années 1990 : le taux net de scolarisation (TNS) moyen dans le primaire est passé de 57 à 70 % entre 1999 et 2005. Cependant, certains pays sont restés à la traîne et certains objectifs – comme la protection et l'éducation de la petite enfance (EPPE), les besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes, l'alphabétisation des adultes et la qualité de l'éducation – n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante. En 2005, la plupart des pays n'avaient pas réussi à éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire. La région compte encore 33 millions d'enfants non scolarisés. Les déséquilibres du développement de nombreux systèmes éducatifs ont à la fois créé des disparités et les ont renforcées. Il faut corriger ces disparités si l'on veut que les enfants, les jeunes et les adultes bénéficient sur un pied d'égalité des possibilités qu'offre l'éducation.

Éducation et protection de la petite enfance

- En 2005, l'Afrique subsaharienne était la région qui enregistrait le taux le plus élevé de mortalité des enfants de moins de 5 ans (163 décès pour 1 000 naissances) et plusieurs pays de la région (Afrique du Sud, Botswana, Swaziland et Zimbabwe, par exemple) ont vu ce taux augmenter récemment du fait de la pandémie de VIH/sida. De meilleurs services de santé de base et des programmes de nutrition destinés aux enfants auraient permis d'éviter la plupart de ces décès, mais seulement 19 pays⁵ sur les 40 de la région pour lesquels les données sont disponibles ont indiqué avoir de tels programmes ciblant les enfants de moins de 3 ans.

1. Cette dénomination correspond à la classification de l'EPT. Voir le tableau pour la liste des pays de la région.

2. En particulier le Botswana, le Ghana, le Mozambique, le Sénégal et la République-Unie de Tanzanie.

3. En 2004, les 20 % les plus pauvres ne représentaient que 3,4 % de la consommation nationale.

4. La féminisation du VIH/sida en Afrique subsaharienne est une cause croissante de préoccupation. Le taux d'infection par le VIH des femmes jeunes était le quadruple de celui des hommes jeunes en 2005.

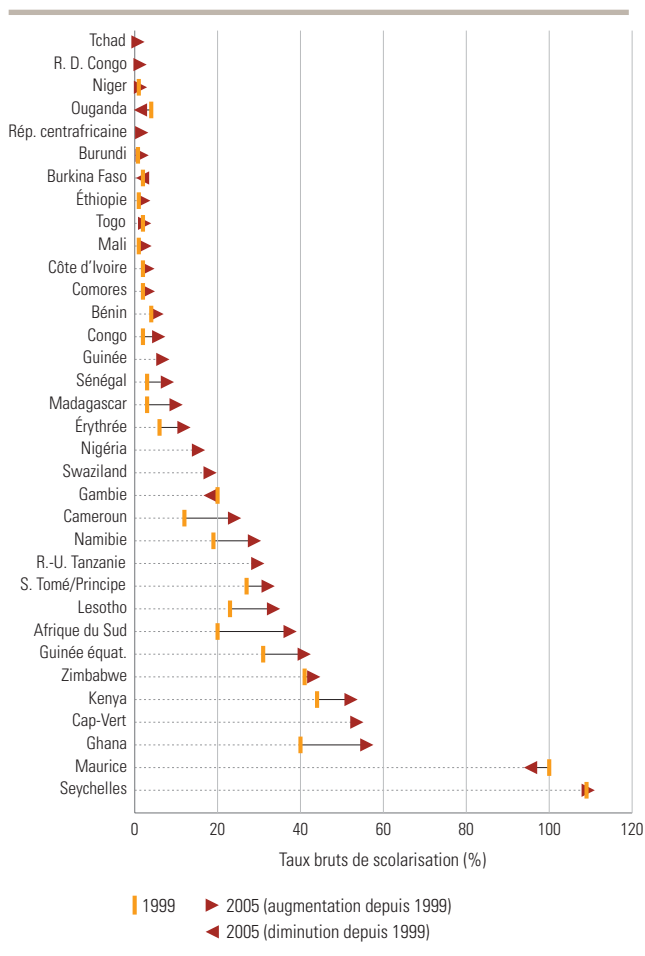
5. Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Cameroun, Érythrée, Ghana, Guinée, Libéria, Madagascar, Mali, Maurice, Namibie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Seychelles, Swaziland et Zambie.

- Le nombre d'enfants inscrits dans des écoles préprimaires a augmenté de 61 % entre 1999 et 2005 et le taux brut de scolarisation (TBS) moyen est passé de 10 à 14 %.
- Certains pays ayant des taux de participation faibles ou moyens – Afrique du Sud, Cameroun, Ghana, Lesotho et Namibie – ont fait sensiblement progresser leur taux de scolarisation.
- Malgré des progrès d'ensemble, l'enseignement préprimaire est encore négligé dans de nombreux pays, une douzaine d'entre eux enregistrant des TBS dans le préprimaire inférieurs à 5 %. Ce taux varie de moins de 2 % au Burundi, au Burkina Faso, au Niger, en Ouganda, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Tchad à environ 100 % à Maurice et aux Seychelles.
- Les disparités entre les sexes sont généralement nettement moins marquées dans le préprimaire qu'aux autres niveaux, avec un indice de parité entre les sexes (IPS) moyen du TBS de 0,97 en 2005. Toutefois, il existe de fortes disparités de scolarisation au détriment des filles en Guinée équatoriale (IPS de 0,83) et au Tchad (IPS de 0,48), et au détriment des garçons (IPS supérieur à 1,10) en Namibie et au Sénégal.
- Les enfants scolarisés dans le préprimaire ont plus de chances de venir de ménages aisés que des ménages les plus pauvres, alors que ce sont les enfants des groupes défavorisés qui tirent

le plus grand bénéfice des programmes pour la petite enfance.

- L'amélioration de la qualité des programmes d'EPPE exige le recrutement d'enseignants plus nombreux et mieux formés. Les rapports élèves/enseignant (REE) sont élevés en Afrique subsaharienne – supérieurs à 31/1 en moyenne en 2005 – et ils ont augmenté dans plusieurs pays depuis 1999. Soit le nombre d'enseignants a augmenté, mais pas suffisamment pour compenser un fort accroissement des inscriptions, comme au Burundi, au Congo et au Sénégal, soit il est resté stable tandis que les inscriptions augmentaient, comme au Bénin.
- Le manque d'enseignants observé dans beaucoup de pays est aggravé par un faible pourcentage d'enseignants formés. En 2005, ce pourcentage allait, pour les enseignants du préprimaire, de moins de 25 % au Cap-Vert, au Ghana et en République-Unie de Tanzanie à plus de 90 % au Bénin, en Côte d'Ivoire, à Maurice et au Sénégal. Le manque d'enseignants formés s'est aggravé entre 1999 et 2005 dans certains pays ; au Ghana, par exemple, la mise en œuvre d'une politique de jardins d'enfants gratuits dans les écoles publiques préprimaires s'est accompagnée d'une augmentation du rapport élèves/enseignant formé, qui a atteint 155/1 alors qu'il était déjà élevé (103/1).

Figure 1 : Évolution des taux bruts de scolarisation dans l'enseignement préprimaire, 1999 à 2005



Enseignement primaire universel

- Entre 1999 et 2005, le nombre de nouveaux inscrits dans le primaire en Afrique subsaharienne a augmenté de 40 %. Cependant, la pression démographique restera un problème durant toute la décennie à venir puisque la population en âge de fréquenter l'école primaire devrait augmenter de 22 % selon les projections effectuées.
- La forte progression des effectifs du primaire (de 29 millions d'élèves, soit 36 %) entre 1999 et 2005 s'est traduite par une augmentation du TNS du primaire dans la région, qui est passé de 57 à 70 %. Le Bénin, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, Madagascar, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie ont vu leur TNS du primaire progresser de plus de 20 points de pourcentage entre 1999 et 2005⁶.
- Malgré ces tendances positives, la situation demeure critique dans la région : plus de 60 % des pays enregistrent des TNS du primaire inférieurs à 80 % et plus d'un tiers des TNS inférieurs à 70 %⁷.
- Avec près de 33 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont toujours pas scolarisés, la région dans son ensemble comptait, en 2005, 45 % de tous les enfants non scolarisés du monde, dont 54 % de filles. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Niger et le Nigéria comptaient chacun plus de 1 million d'enfants non scolarisés. Plus de la moitié des enfants non

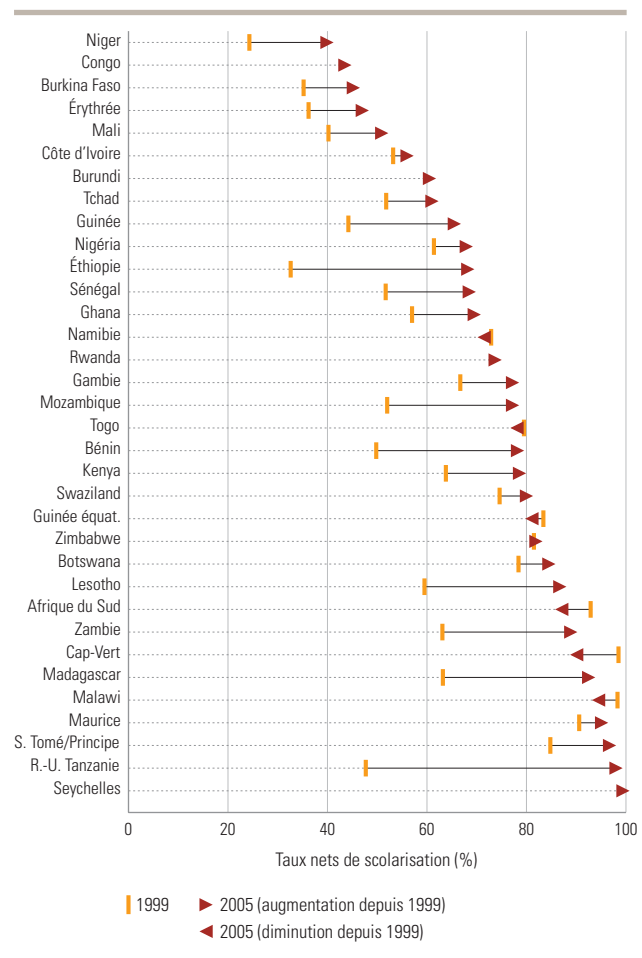
6. Plusieurs de ces pays ont sensiblement accru leurs effectifs scolarisés durant cette période, ce qui reflète peut-être l'impact de mesures telles que la suppression des frais de scolarité au début des années 2000 pour faciliter la scolarisation des plus défavorisés, comme au Bénin, au Lesotho, à Madagascar, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

7. Les pays de ce dernier groupe sont les suivants : Burkina Faso, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad.

scolarisés de la région (59 %) ne sont jamais allés à l'école et risquent de ne jamais y entrer sans incitations supplémentaires.

- Les progrès de la scolarisation depuis le Forum mondial sur l'éducation de 2000 n'ont pas été uniformes à l'intérieur des pays : les progressions du TNS du primaire ont entraîné une diminution des disparités géographiques au Burkina Faso, au Mali, au Mozambique, au Niger et en République-Unie de Tanzanie, mais une aggravation de ces disparités au Bénin, en Éthiopie, en Gambie, en Guinée, au Kenya et en Zambie.
- Les ménages des communautés rurales ou reculées ont souvent moins accès à l'enseignement primaire que ceux des villes : pour 100 enfants urbains scolarisés, on ne compte que 33 enfants ruraux scolarisés au Burkina Faso, 43 en Éthiopie et 54 au Tchad. Pourtant, l'« avantage » urbain ne fonctionne pas pour tous les enfants, en particulier ceux qui vivent dans des taudis. Les TNS de la République-Unie de Tanzanie ont augmenté à la fois dans les zones rurales et dans les zones urbaines hors bidonvilles, mais ils ont diminué dans les zones de bidonvilles. Des évolutions similaires ont été observées en Zambie et au Zimbabwe.
- La pauvreté réduit sensiblement les chances de participation scolaire : il existe une forte corrélation négative ($-0,4$ ou plus) entre la pauvreté du ménage et le taux d'assiduité à l'école primaire dans les zones rurales comme dans les zones urbaines au Burkina Faso, au Cameroun, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi et au Mozambique.
- Un enfant handicapé risque de 2 à 3 fois plus qu'un enfant qui ne l'est pas de ne pas être scolarisé au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe.
- Si l'accès et la participation au primaire se sont améliorés depuis 1999, la progression scolaire à l'école primaire et l'achèvement du cycle primaire demeurent une cause de préoccupation majeure. Les taux de redoublement dans le primaire sont élevés, le taux médian s'établissant à 15 % en 2005. Au Burundi, au Cameroun, aux Comores, au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale, au Malawi, en République centrafricaine, à Sao Tomé-et-Principe, au Tchad et au Togo – c'est-à-dire dans 3 pays sur 10 –, 20 % ou plus des élèves du primaire sont des redoublants. Le taux de redoublement est maximal en 1^{re} année du primaire : plus de 20 % en Érythrée, au Lesotho, au Malawi, à Sao Tomé-et-Principe, au Tchad et au Togo, et plus de 30 % au Burundi, aux Comores et au Gabon.
- La rétention scolaire demeure un problème majeur : le taux médian de survie en dernière année du primaire (63 %) était plus bas en Afrique subsaharienne que dans les autres régions en 2004. Ce taux était particulièrement bas au Bénin, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda, au Rwanda et au Tchad, où moins de la moitié des élèves atteignaient la dernière année. Les taux de survie en dernière année du primaire se sont améliorés entre 1999 et 2004 dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de données, les progrès étant particulièrement marqués en Afrique du Sud, au Mali et au Mozambique. Il semble toutefois que la situation se soit détériorée au Cameroun, en Érythrée, à Madagascar et au Tchad. Dans la majorité de ces pays, la détérioration est associée à une amélioration des TNS. L'Érythrée, Madagascar et le Tchad, par exemple, ont eu du mal à faire augmenter leur

Figure 2 : Évolution des taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire, 1999 à 2005



taux de scolarisation tout en gardant les élèves jusqu'à la fin du cycle primaire. Les pays qui ont réussi à accroître à la fois les taux de scolarisation et les taux de survie comprennent l'Éthiopie, le Mali et le Mozambique.

- Parmi les élèves qui atteignent la dernière année, tous ne terminent pas le cycle primaire. On trouve les écarts les plus marqués entre le taux d'achèvement par une cohorte et le taux de survie en dernière année (plus de vingt points de pourcentage) au Burundi, au Niger et au Sénégal.

Enseignement post-primaire

- Étant donné que de plus en plus d'élèves terminent le cycle primaire, la demande d'enseignement secondaire croît. Plusieurs gouvernements de pays de diverses régions font aujourd'hui de l'universalisation du primaire et du premier cycle du secondaire un objectif important de leur politique d'éducation. En Afrique subsaharienne, 12 pays⁸ seulement n'incluent pas le premier cycle du secondaire dans l'éducation de base.
- En 2005, 33 millions d'élèves étaient scolarisés dans le secondaire en Afrique subsaharienne, soit une progression de 55 % par rapport à 1999. Le TBS moyen à ce niveau est passé

8. Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Mozambique, Niger, République démocratique du Congo et Zimbabwe.

de 24 à 32 % durant la période considérée. Les progressions ont été substantielles au Bénin, au Cameroun, en Éthiopie, en Guinée, au Mali, au Mozambique et en Ouganda, qui ont enregistré des augmentations annuelles moyennes d'environ 10 % ou plus du TBS dans le secondaire.

- En 2005, les niveaux de participation au secondaire restaient faibles (TBS inférieur à 20 %) dans de nombreux pays, dont le Burkina Faso, le Burundi, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda et le Tchad, tandis que l'Afrique du Sud, Maurice et les Seychelles enregistraient des taux voisins de 90 % ou supérieurs.
- Le TBS global dans le secondaire dissimule des disparités entre ses deux niveaux, la participation étant souvent beaucoup plus forte dans le premier cycle du secondaire (38 % en 2005) que dans le second (24 %).
- La part de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans les effectifs du secondaire est faible en Afrique subsaharienne, où elle n'atteignait que 6 % en 2005.
- L'enseignement supérieur intéresse les objectifs de l'EPT en tant que composante de l'objectif relatif à l'égalité des sexes et parce qu'il forme les enseignants. En Afrique subsaharienne, 3,5 millions d'étudiants étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur en 2005, soit une augmentation de 66 % par rapport à 1999. Toutefois, seule une proportion relativement faible du groupe d'âge concerné avait accès à ce niveau, avec un TBS moyen de 5 % en 2005. Le niveau de participation allait de moins de 1 % en Angola, au Mali et au Niger à 10 % ou plus en Afrique du Sud, à Maurice et au Nigéria.

Besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes

- Les gouvernements ont principalement répondu aux besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes en développant l'enseignement secondaire et supérieur formel. Cependant, des activités d'apprentissage structurées très diverses ont lieu hors des systèmes éducatifs formels, activités qui visent souvent les jeunes ayant abandonné l'école et les groupes défavorisés. On sait mal, néanmoins, dans quelle mesure cette offre correspond à la demande. Il est urgent d'améliorer le suivi de l'offre et de la demande d'éducation non formelle.
- Un certain nombre de pays ont fait des efforts notables pour intensifier les programmes d'éducation non formelle destinés aux jeunes et aux adultes. Toutefois, ces programmes sont très divers et ils diffèrent souvent en termes d'objectifs, de groupes cibles, de contenu et de pédagogie ; de plus, ils sont souvent supervisés par de multiples ministères et/ou autres organes gouvernementaux.
- Les grands programmes d'alphabétisation, englobant souvent les compétences de la vie courante (santé, droits civiques) et les moyens d'existence (génération de revenus, agriculture) sont répandus en Éthiopie et au Sénégal, où ils bénéficient d'une aide extérieure substantielle. Des programmes nationaux ciblés sur le développement des compétences dans l'économie informelle ont été mis en place en Afrique du Sud et au Ghana. On trouve des programmes axés sur le

développement rural, mis en œuvre en coopération avec les ministères de l'Agriculture, au Burkina Faso et en Éthiopie.

- Si les données nationales sur les effectifs de l'éducation non formelle sont limitées, il est possible d'obtenir des informations des enquêtes sur les ménages. Les résultats montrent que la proportion de jeunes et d'adultes ayant accédé à leur plus haut niveau d'éducation dans le cadre d'un « programme non standard » dépasse 1 % au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Niger, au Sénégal et au Tchad. Cette proportion atteint 20 % chez les jeunes et 31 % chez les adultes au Burundi.
- Parmi les jeunes et les adultes, plus de femmes que d'hommes ont accédé à leur plus haut niveau d'éducation par l'éducation non formelle, avec des disparités particulièrement prononcées au Niger (12 points de pourcentage) et au Tchad (8 points).
- Les niveaux d'éducation les plus élevés obtenus dans le cadre de programmes non standard sont plus répandus dans les zones rurales que dans les zones urbaines au Burundi, en Gambie, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

Alphabétisation des adultes

- L'alphabétisation est un droit fondamental de l'être humain, un tremplin non seulement pour la réalisation de l'EPT mais aussi, plus largement, pour la réduction de la pauvreté et pour l'élargissement de la participation à la société. Pourtant, c'est toujours un défi majeur en Afrique subsaharienne, où 150 millions d'adultes – dont 62 % de femmes – ne savaient pas lire ni écrire selon les recensements et les enquêtes réalisés entre 1995 et 2004. Le nombre d'analphabètes adultes augmente du fait de la croissance continue de la population, en dépit d'une progression du taux moyen d'alphabétisme des adultes, passé de 54 % en 1985-1994 à 59 % ces dernières années.
- L'Afrique saharienne comptait, en 1995-2004, environ un cinquième des 774 millions d'analphabètes du monde.
- Le taux moyen d'alphabétisme des adultes dans la région (59 %) était nettement inférieur à la moyenne mondiale de 82 % en 1995-2004, et des taux très bas (inférieurs à 50 %) continuent de caractériser plusieurs pays – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone et Tchad.
- Le taux d'alphabétisme des adultes s'est élevé dans la plupart des pays, avec des progressions de plus de 15 points de pourcentage au Burundi, au Cap-Vert et au Malawi entre 1985-1994 et 1995-2004.
- Les disparités entre les sexes pour ce qui est de l'alphabétisme des adultes étaient particulièrement marquées (IPS de 0,73 en 1995-2004), bien que la situation se soit améliorée depuis la période 1985-1994. Dans 15 pays⁹, les taux d'alphabétisme des femmes représentaient moins des deux tiers de celui des hommes. Certains cas de disparités en

9. Angola, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

faveur des femmes ont été observés au Lesotho (IPS de 1,23 en 1995-2004), tendance aussi constatée dans les cohortes les plus jeunes au Botswana (l'IPS du taux d'alphabétisme des jeunes était de 1,24) et au Libéria (1,06).

- En dehors du sexe, les corrélats clefs de l'analphabétisme sont la pauvreté et le lieu de résidence. Globalement, c'est dans les pays où il y a le plus de pauvreté que les taux d'analphabétisme sont les plus élevés. Le lien entre pauvreté et analphabétisme est aussi constaté au niveau des ménages, le taux d'alphabétisme des ménages les plus pauvres étant nettement inférieur à celui des ménages les plus riches.
- Il est nécessaire d'améliorer les environnements alphabètes. Il faut multiplier les matériels imprimés (journaux, livres, affiches), les médias électroniques et audiovisuels (radio, télévision) et les technologies de l'information et de la communication (TIC : téléphones fixes et mobiles, ordinateurs, accès à l'Internet), afin d'encourager l'acquisition de l'alphabétisme, une culture de la lecture, l'amélioration de la rétention de l'alphabétisme et l'accès à l'information.

Parité et égalité entre les sexes

- Les disparités entre les sexes ont diminué dans la région, particulièrement dans l'enseignement primaire, mais elles n'ont pas été éliminées. Seules Maurice et les Seychelles avaient réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement aussi bien primaire que secondaire en 2005.
- Les disparités entre les sexes restent répandues en Afrique subsaharienne, où elles sont souvent en faveur des garçons et plus prononcées aux niveaux supérieurs : 35 % des pays pour lesquels les données sont disponibles pour 2005 avaient réalisé la parité entre les sexes dans le primaire, contre 6 % dans le secondaire et 3 % dans l'enseignement supérieur.
- Les disparités entre les sexes dans le primaire commencent par des disparités lors des inscriptions en 1^{re} année de ce cycle. L'IPS moyen du taux brut d'admission était inférieur à 0,92 en 2005, alors que la moyenne mondiale était de 0,94. Toutefois, les disparités entre les sexes dans l'accès à l'éducation ont diminué depuis 1999. Les progrès ont été notables au Burkina Faso, en Éthiopie, en Guinée, en Guinée équatoriale et au Niger. Malgré cette tendance positive, le nombre de filles commençant l'école est encore, dans la région, inférieur à 80 pour 100 garçons.
- L'Afrique subsaharienne a enregistré une augmentation de l'IPS du TBS du primaire, qui est passé de 0,86 en 1999 à 0,89 en 2005. Les progrès accomplis vers la réduction des disparités entre les sexes dans le primaire ont été particulièrement nets au Bénin, au Burkina Faso, en Éthiopie, en Gambie, en Guinée et au Tchad. Il subsiste néanmoins de fortes disparités au détriment des filles en Côte d'Ivoire, au Niger, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Tchad.

- À l'intérieur des pays, les disparités entre les sexes sont souvent plus prononcées chez les pauvres que chez les plus aisés, dans les zones rurales que dans les zones urbaines et, dans ces dernières, dans les bidonvilles que dans les autres quartiers.

- Au niveau mondial, une fois que les filles ont accès à l'école, elles tendent à mieux réussir que les garçons, mais les quelques pays où elles redoublaient davantage que les garçons en 2005 se trouvaient pour la plupart en Afrique subsaharienne¹⁰.

- La région dans son ensemble s'est éloignée de la parité entre les sexes dans le secondaire entre 1999 et 2005, la faiblesse des TBS du secondaire se conjuguant avec le plus bas niveau de participation des filles dans le monde – l'IPS du TBS du secondaire était de 0,83 en 2005.

- Pourtant, certains pays encore éloignés de l'objectif de parité entre les sexes ont enregistré une amélioration de la parité dans le secondaire, dont le Bénin, la Gambie, la Guinée, l'Ouganda, le Tchad et le Togo, avec des progressions de l'IPS de plus de 20 % entre 1999 et 2005.

- Alors que dans le monde, le nombre de femmes inscrites dans des établissements d'enseignement supérieur était nettement plus élevé que celui des hommes en 2005 (l'IPS mondial s'établissait à 1,05), en Afrique subsaharienne, l'IPS moyen dans l'enseignement supérieur est tombé, entre 1999 et 2005, de 0,68 à 0,62. Les disparités en faveur des hommes ont fortement augmenté durant la période considérée au Congo, en Gambie, au Lesotho et au Nigéria. Par contre, la participation des femmes à l'enseignement supérieur s'est sensiblement améliorée au Burkina Faso, en Éthiopie, au Malawi et en République-Unie de Tanzanie.

- Dans la plupart des pays pour lesquels les données sont disponibles, les femmes représentent moins du tiers des étudiants en sciences mais plus des deux tiers des étudiants en lettres, en sciences sociales et dans les domaines en rapport avec la santé.

- La réduction de l'écart entre les sexes dans l'éducation ne se traduit pas automatiquement par l'égalité des femmes et des hommes. Les écarts de rémunération et les différences d'accès à telle ou telle profession et à la représentation politique prouvent la persistance de l'inégalité entre les sexes.

- La proportion de femmes dans le personnel enseignant varie selon le niveau d'enseignement, les enseignantes étant, dans la région, surreprésentées dans l'enseignement préprimaire (70 % en 2005) par rapport au primaire (45 %), au secondaire (29 %) et à l'enseignement supérieur (28 %). Bien que la présence d'enseignantes joue un rôle important pour ce qui est de faire en sorte que toutes les filles aient accès à l'école et y participent, cela ne suffit pas à garantir l'égalité des sexes à l'école¹¹.

- Beaucoup d'enseignants soutiennent qu'ils traitent de la même façon garçons et filles mais, en pratique, leurs attitudes trahissent souvent de subtils partis pris : des études portant sur les élèves des écoles rurales au Kenya, au Malawi et au Rwanda ont constaté que les enseignants n'attendent par grand-chose de leurs élèves filles.

10. Les pays en question sont les suivants : Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Tchad et Togo.

11. En Guinée, par exemple, les enseignantes offraient aux filles de rares modèles de rôles de femmes qui avaient achevé le cycle primaire, mais leur présence ne garantissait pas une plus grande participation en classe des filles.

Figure 3 : Évolution des disparités entre les sexes dans les taux bruts de scolarisation de l'enseignement primaire, 1999 à 2005

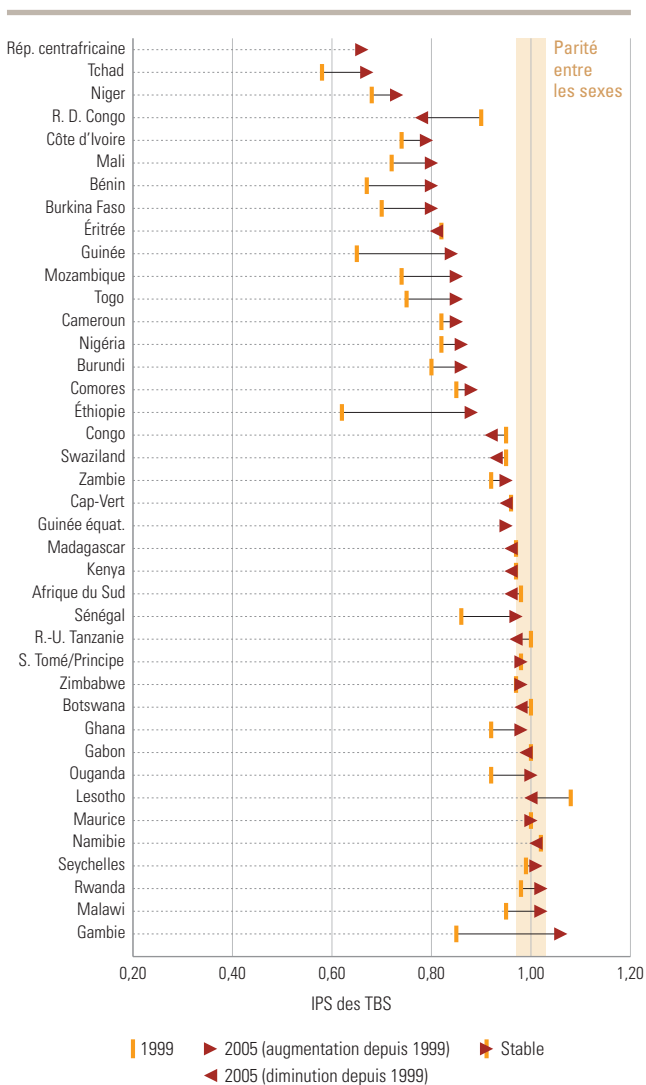
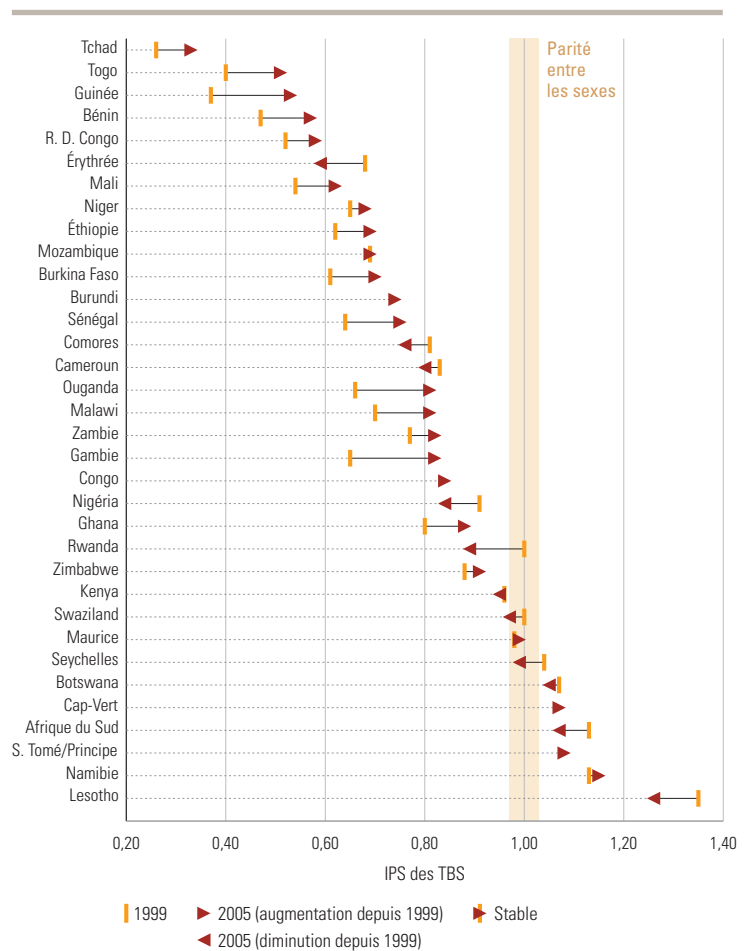


Figure 4 : Évolution des disparités entre les sexes dans les taux bruts de scolarisation de l'enseignement secondaire, 1999 à 2005



- Les programmes et les manuels scolaires continuent de véhiculer des préjugés sexistes : une étude des livres de mathématiques au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Togo a constaté que la proportion de personnages féminins y est inférieure à 30 %.
- L'environnement physique des écoles est tout aussi important : en Afrique subsaharienne, beaucoup de filles abandonnent l'école primaire parce que l'eau et les installations sanitaires sont de mauvaise qualité.
- Si, au niveau mondial, les performances scolaires des garçons et des filles tendent à converger, il reste dans la région des problèmes à résoudre concernant les différences entre les sexes sur le plan des résultats d'apprentissage. Ces résultats varient selon le pays, l'année d'études et la matière. Les Seychelles sont, parmi les pays d'Afrique australe et orientale qui ont participé au SACMEQ II, le pays confronté aux plus grands problèmes, avec des disparités en faveur des filles dans toutes les matières scolaires ; pour ce qui est de la langue, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burkina Faso,

Madagascar, le Mali et les Seychelles figurent parmi les pays enregistrant les plus grandes disparités de résultats d'apprentissage, souvent en faveur des filles ; en mathématiques, le Burkina Faso, le Kenya, le Mali, le Niger, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, les Seychelles et le Tchad figurent parmi les pays enregistrant les plus grands écarts entre les sexes, souvent en faveur des garçons.

Qualité de l'éducation

Suivi des résultats d'apprentissage

- Depuis 2000, les pays mènent de plus en plus d'évaluations nationales de l'apprentissage ; en Afrique subsaharienne, 33 % des pays ont procédé à au moins une de ces évaluations entre 2000 et 2006, contre 24 % entre 1995 et 1999. Dans ce pourcentage sont inclus des pays qui ont aussi participé aux évaluations du SACMEQ (par exemple le Kenya et le Malawi) et à celles du PASEC (par exemple le Mali et le Tchad). Les évaluations nationales sont plus centrées sur les 4^e à 6^e années d'études que sur les 1^{re} à 3^e ou les 7^e à 9^e années, elles sont fondées sur le programme scolaire et orientées vers les matières, contrairement aux évaluations internationales qui sont axées sur les connaissances, savoir-faire et compétences transversales.

Acquis d'apprentissage

- Les résultats des évaluations régionales indiquent des résultats d'apprentissage insuffisants en Afrique subsaharienne. Cela est confirmé par les évaluations nationales. Par exemple, depuis 1999, l'Ouganda a procédé à 5 évaluations pour déterminer les niveaux généraux d'acquis en 3^e et 6^e années d'études en anglais et en calcul. Moins de la moitié des élèves atteignaient des niveaux de compétences définis en anglais, mais les niveaux d'acquis se sont améliorés sur la durée. En revanche, les niveaux d'acquis en calcul ont fluctué ou régressé.
- Une tendance à l'amélioration des acquis moyens d'apprentissage, sur la base des évaluations nationales, est observée en Afrique du Sud, en Éthiopie et au Sénégal. Globalement, les enfants des zones rurales enregistrent des performances inférieures à celles des enfants des zones urbaines en langue et en mathématiques. C'est particulièrement le cas en Ouganda.

Durée de l'instruction

- Au niveau mondial, les pays imposent une moyenne de 700 heures d'instruction par an en 1^{re} et en 2^e année d'études et de près de 750 heures en 3^e année. Lorsqu'on arrive à la 6^e année, la moyenne est de 810 heures. Les normes officielles dans la région sont proches des médianes mondiales, mais le nombre effectif d'heures d'instruction dont bénéficient les enfants est souvent inférieur à la norme. Les études du SACMEQ et du PASEC indiquent que beaucoup d'écoles africaines ne peuvent se conformer à l'année scolaire officielle en raison de la rotation des enseignants et de leur affectation tardive.
- Les écoles commencent souvent l'année scolaire avec 1 mois de retard, la terminent avec 1 mois d'avance et enregistrent un fort absentéisme des élèves, avec pour résultat qu'elles dispensent jusqu'à 200 à 300 heures de cours de moins que prévu dans le calendrier officiel. Cette importante perte d'heures de cours et le défaut d'efficacité dans l'utilisation du temps en classe sont des indications d'une qualité médiocre de l'éducation, avec des effets négatifs sur les résultats d'apprentissage.

Environnement scolaire et d'apprentissage

- Dans beaucoup de pays, la disponibilité de manuels et autres matériels de lecture est sérieusement limitée. L'étude SACMEQ a constaté que plus de la moitié des élèves de la 6^e année d'études au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie déclaraient étudier dans des salles de classe où il n'y avait pas un seul livre. Dans ces pays et dans d'autres, de 25 à 40 % des enseignants indiquaient ne pas disposer de manuel ou de livre du maître dans les matières qu'ils enseignaient.
- Dans les pays couverts par l'étude SACMEQ, il était indiqué que 47 % des bâtiments scolaires avaient besoin de réparations majeures ou d'une reconstruction complète ; 13 % seulement étaient considérés comme en « bon état ». Le pourcentage de bâtiments scolaires ayant besoin d'au moins une réparation majeure était le plus élevé en Ouganda (78 %) et au Lesotho (67 %), les pourcentages les plus bas étant enregistrés à Maurice (18 %) et aux Seychelles (38 %).

- Certains pays et territoires ont encore des salles de classe surpeuplées, dont la Guinée, le Malawi, le Tchad et Zanzibar (République-Unie de Tanzanie). Comme l'effectif des classes est souvent plus élevé dans les premières années du primaire que dans les dernières, moins d'enfants sont assis confortablement en 2^e qu'en 5^e année d'études.
- Au moins 90 % des salles de classe de la plupart des pays du PASEC et du SACMEQ étaient dotées d'un tableau noir et de craies ; les exceptions étaient l'Ouganda, le Tchad et la Zambie.
- Les écoles des pays touchés par des conflits en souffrent de manière disproportionnée. Les infrastructures éducatives ont été sérieusement endommagées au Burundi et au Mozambique. La reprise du conflit au Libéria en 2001-2003 s'est accompagnée de nouveaux dégâts et de nouvelles destructions pour les infrastructures scolaires : il est estimé que 23 % de toutes les écoles primaires ont été détruites, tandis que 18 % ont subi des dégâts majeurs.

Enseignants

- L'Afrique subsaharienne comptait environ 2,5 millions d'enseignants du primaire en 2005, soit près de 500 000 de plus qu'en 1999.
- Toutefois, la région est toujours celle qui enregistre le REE le plus élevé dans le primaire (45/1). Vingt pays présentaient des REE supérieurs à 40/1 en 2005, le plus élevé étant celui du Congo (83/1). Les autres pays aux REE supérieurs à 60/1 étaient l'Éthiopie, le Mozambique, le Rwanda et le Tchad.
- Le REE moyen de la région a augmenté de 8,2 % entre 1999 et 2005. Il est clair que l'accroissement du nombre d'enseignants n'a pas suivi celui des effectifs scolarisés. Au niveau des pays, les REE ont diminué dans environ 60 % des 37 pays pour lesquels les données sont disponibles et ont augmenté dans les autres. Certains pays ont réussi à réduire leur REE entre 1999 et 2005, comme la Guinée équatoriale où il est tombé de 57/1 à 32/1. En revanche, celui du Congo, de l'Éthiopie, de Madagascar, de la République-Unie de Tanzanie et du Rwanda, qui était déjà supérieur à 40/1 en 1999, a augmenté.
- Les moyennes nationales dissimulent souvent de fortes disparités à l'intérieur des pays pour ce qui est de la répartition des enseignants. Le REE est souvent beaucoup plus élevé dans les écoles publiques que dans les écoles privées, comme au Bénin, au Burundi, en Érythrée, à Madagascar, au Mali, au Mozambique, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Sénégal, ce qui indique des pénuries d'enseignants dans les écoles publiques. Les variations géographiques du REE sont particulièrement marquées au Nigéria et en Sierra Leone.
- La pénurie d'enseignants formés est encore plus aiguë : le pourcentage médian d'enseignants du primaire formés était inférieur à 80 % en Afrique subsaharienne en 2005. La part des enseignants formés était inférieure à 50 % à Madagascar, au Nigéria, au Tchad et au Togo. Dans certains pays comme Madagascar, le Mozambique et le Tchad, le rapport élèves/enseignant formé dépassait 100/1. D'énormes progrès ont été accomplis en Namibie où, en 2005, plus de 90 % des enseignants du primaire avaient reçu la formation requise, contre 29 % en 1999. En conséquence, le rapport élèves/enseignant formé est tombé de 109/1 à 33/1. La forte

Encadré 1 – Exemples de politiques visant à :

Élargir l'accès

- **Cibler les ressources** : Le plan décennal du Burkina Faso pour l'éducation de base, lancé en 2001, vise à réduire les disparités géographiques en prévoyant des ressources additionnelles pour vingt provinces.
- **Réduire les coûts** : Les déficits de scolarisation dont souffrent les enfants pauvres, les filles, les enfants des zones rurales, les orphelins et autres enfants vulnérables, ainsi que les enfants ayant des besoins spéciaux, ont tous été réduits à la suite de la suppression des frais de scolarité dans plusieurs pays, dont le Ghana, le Kenya, le Mozambique, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie. Certains pays, comme le Lesotho et le Mozambique, ont adopté une approche progressive de la réduction des frais de scolarité, permettant aux gouvernements d'ajouter des postes d'enseignant et d'aider les écoles en leur offrant des salles de classe et des matériels d'apprentissage supplémentaires.
- **Fournir des rations à emporter en plus des repas scolaires** : Ces mesures se sont accompagnées d'une progression soutenue de la scolarisation dans 32 pays d'Afrique subsaharienne.

Promouvoir l'égalité des sexes

- Au Burkina Faso, la participation scolaire des filles a été encouragée par la formation de groupes de mères d'écoliers. De plus, les parents de filles entrant à l'école primaire ne sont plus tenus de payer de cotisations aux associations parents – enseignants.
- En Éthiopie, les Programmes de développement du secteur de l'éducation sont axés sur des actions visant à améliorer la qualité, en particulier pour les filles, les groupes de pasteurs et les enfants ayant des besoins spéciaux. Les actions comprennent des campagnes de sensibilisation et des programmes d'accompagne-

augmentation dans ce pays du nombre absolu d'enseignants du primaire formés a été due à une politique de relèvement des qualifications des enseignants et de remplacement des enseignants sans formation par des enseignants formés.

- Les pays recourent de plus en plus à des enseignants contractuels pour résoudre les problèmes de manque d'enseignants. Au Cameroun, au Congo, en Guinée, à Madagascar, au Mali, au Niger, au Sénégal, au Tchad et au Togo, ils représentaient plus de 50 % de tous les enseignants. Au Cameroun, au Congo, à Madagascar et au Tchad, ces enseignants non titulaires sont pour la plupart recrutés par les communautés locales, encore qu'à Madagascar et au Tchad, certains enseignants communautaires sous contrat soient subventionnés par le gouvernement. En Guinée, au Niger, au Sénégal et au Togo, la très grande majorité des enseignants non titulaires sont des enseignants contractuels du public. Il est urgent d'élaborer des politiques visant à perfectionner et professionnaliser les enseignants contractuels si l'on veut assurer à tous un enseignement de qualité.
- La pandémie de VIH/sida est une cause importante d'absentéisme et de réduction du corps enseignant en Afrique subsaharienne. Au Lesotho et au Malawi, environ un tiers de tous les départs d'enseignants sont dus à des maladies mortelles, la plupart vraisemblablement liées au sida. En République-Unie de Tanzanie, 42 % des décès d'enseignants entre 2000 et 2002 lui ont été attribués.

ment des filles à l'école et d'installation de toilettes et d'approvisionnement en eau dans les écoles.

- En Éthiopie, où l'IPS du TBS de l'enseignement primaire a augmenté de 43 % entre 1999 et 2005, le gouvernement a augmenté le nombre d'enseignantes au moyen de quotas d'admission dans les établissements de formation des enseignants.

Étendre les possibilités d'éducation

- **Pour les handicapés** : La stratégie éthiopienne relative aux besoins spéciaux en matière d'éducation, adoptée en 2006, est conçue pour encourager l'éducation inclusive en formant les enseignants à identifier les difficultés d'apprentissage et à établir des dispositifs de soutien.
- **Pour les jeunes et les adultes** : L'approche « faire faire » du Sénégal s'en remet aux prestataires non étatiques pour concevoir et mettre en œuvre des programmes dans un cadre tracé par l'État. Cette approche a aussi été adoptée au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Gambie, en Guinée, au Niger et au Tchad.
- **Pour les orphelins et les enfants vulnérables** : Il existe des programmes de protection sociale destinés aux enfants touchés par le VIH et le sida dans plusieurs pays, dont le Botswana (couvrant 95 % des ménages concernés), la Namibie (33 %), le Lesotho (25 %), l'Ouganda (23 %), la Zambie (13 %) et le Kenya et le Togo (10 %). En Zambie, un programme social d'allocations en espèces lancé en 2004 a fourni des ressources aux ménages vivant dans l'extrême pauvreté touchés par le VIH et le sida. Ce programme vient en aide à 1 000 ménages comprenant 2 360 enfants durant la phase pilote et verse 12,50 dollars par mois à chaque ménage avec enfants. Il a entraîné une augmentation de 3 % de la scolarisation des enfants bénéficiaires du district de Kalomo.

Politiques et actions gouvernementales

Une politique globale est nécessaire pour promouvoir l'équité dans l'accès à l'éducation et améliorer la qualité de l'éducation. L'encadré 1 ci-dessus indique certaines des politiques et stratégies que les gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne ont mises en place pour relever le double défi de l'équité et de la qualité.

Financement de l'éducation pour tous

Engagement financier national pour l'EPT

Les gouvernements et les donateurs ont accru leurs dépenses consacrées à l'éducation en Afrique subsaharienne, mais le manque de financement adéquat et durable demeure un obstacle majeur à la réalisation de l'EPT dans la région.

- En 2005, la moitié des pays d'Afrique subsaharienne ont consacré plus de 5 % de leur PNB à l'éducation, avec des variations considérables selon les pays, les pourcentages allant de 1,8 % au Cameroun à 11 % au Botswana.
- En 2005, dans les 21 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels les données sont disponibles, la part médiane des dépenses d'éducation dans le total des dépenses publiques s'est établie à 17,5 %.

Améliorer la qualité

- **Enseignants** : Les pays ont attiré des candidats vers la profession enseignante en abaissant les conditions d'admission à la formation (Mozambique), en rendant plus flexibles les voies d'accès à la formation des enseignants (Afrique du Sud) et en abrégant le cycle de formation initiale des enseignants (Ghana, Guinée, Malawi, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie). Attirer des enseignants dans les zones mal desservies reste problématique dans beaucoup de pays ; au Lesotho et au Nigéria, les enseignants qui acceptent d'enseigner dans des écoles rurales bénéficient de primes ou d'allocations de pénibilité des conditions de vie. Toutefois, pour diverses raisons, telles que l'insuffisance des primes et les retards de paiement, ces politiques n'ont pas permis un redéploiement substantiel au profit des zones rurales.
- **Éducation concernant le VIH/sida** : L'Éthiopie, le Mozambique et le Sénégal sont quelques uns des pays qui ont introduit l'éducation concernant le VIH/sida dans leurs programmes d'enseignement et ont donné une formation aux enseignants. Le programme d'action à l'école primaire pour une meilleure santé dans les provinces de Nyanza et de la Vallée du Rift au Kenya a donné des résultats prometteurs pour ce qui est de modifier les connaissances, les attitudes et les comportements des apprenants, des enseignants et des autres responsables clés des familles et des communautés concernant le VIH/sida.
- **Instruction multilingue** : Le Programme de lecture dans le primaire de la Zambie emploie durant les trois premières années de scolarité les langues maternelles comme principales langues d'instruction. Un programme pilote d'instruction bilingue mis en place au Burkina Faso, qui couvrait en 2006 112 écoles primaires de 13 régions, a eu des effets positifs sur la rétention et les acquis des élèves : la durée du cursus a été abaissée de six à cinq ans et le taux de réussite à

l'examen national a atteint dans ces écoles 94 % contre 74 % dans l'ensemble des écoles.

- **Évaluation** : En Zambie, les résultats d'une évaluation nationale ont conduit à une distribution ciblée de matériels d'apprentissage aux écoles où les acquis des élèves étaient les plus insuffisants. Nombre de pays (Malawi, Namibie, Swaziland) sont en train de passer à un système d'évaluation continue conduite par les enseignants afin d'informer régulièrement les élèves de leurs performances.
- **Disponibilité de manuels** : Certains pays (par exemple le Cameroun, l'Éthiopie, la Guinée) ont commencé à distribuer gratuitement des manuels aux zones prioritaires ou aux groupes cibles. En 2000, le Cameroun a, dans le cadre de sa Stratégie du secteur de l'éducation, supprimé les frais de scolarité, libéralisé la production des manuels et commencé à distribuer gratuitement des manuels dans les zones prioritaires. La Gambie a supprimé les frais de location des manuels et a remplacé la location par un dispositif de prêt.
- **Technologies de l'information et de la communication (TICs) au service de l'apprentissage** : SchoolNet Africa regroupe plus de vingt pays africains. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique a lancé une campagne en vue de connecter à l'Internet plus de 550 000 écoles africaines d'ici à 2020.

Il est également important d'investir dans l'éducation dans les situations de post-conflit. En Ouganda, durant la première campagne électorale qui a suivi le conflit, dans les années 1990, le parti au pouvoir a annoncé que les frais de scolarité à l'école primaire seraient supprimés, ce qui a aidé à rétablir la confiance en un avenir plus pacifique. Élaboré par CARE durant la guerre au Sud-Soudan, le programme Miith Akolda vise à désarmer et réintégrer les enfants enrôlés dans les groupes armés.

- Le taux médian de croissance annuelle des dépenses d'éducation entre 1999 et 2005 a été de 5 %.
- Quinze pays de la région ont indiqué avoir consacré plus de 2 % de leur PNB à l'enseignement primaire en 2005, tandis que 13 autres ont dépensé moins. Le pourcentage allait de 0,6 % du PNB au Tchad à 4 % au Kenya.
- Une enquête portant sur 10 pays d'Afrique subsaharienne a révélé que les dépenses d'éducation totales avaient privilégié les ménages aisés dans les années 1990. Il semble cependant que le développement de l'enseignement primaire ces dernières années ait particulièrement bénéficié aux plus pauvres et que les disparités des dépenses à ce niveau se soient atténuées.

Contribution de l'aide internationale à l'EPT

- L'Afrique subsaharienne a été la région qui a le plus bénéficié des décaissements de l'aide publique au développement (APD) totale en 2005, mais si l'on exclut l'aide humanitaire et l'allègement de la dette, l'aide à la région a à peine augmenté depuis 2004. Le G8 s'est engagé en 2005 à accroître l'aide à la région de 25 milliards de dollars EU par an (par rapport à son niveau de 2004) jusqu'à 2010.
- Les pays de la région ont reçu, en 2005, à peu près le tiers de l'aide totale à l'éducation, part qui est restée constante depuis 1999.

- L'aide aux pays d'Afrique subsaharienne pour l'éducation de base s'est montée à 1,5 milliard de dollars EU par an (moyenne pour 2004 et 2005) contre 1,1 milliard par an pour 1999 et 2000. Cependant, alors que les pays de la région avaient reçu 42 % de l'aide à l'éducation de base pour tous les pays en développement en 1999 et 2000, leur part a été de 34 % en 2004 et 2005.
- Cinq des 15 principaux bénéficiaires de l'aide à l'éducation de base en 2004 et 2005 étaient des pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Zambie). À eux seuls, ils représentaient plus du tiers de toute l'aide à l'éducation de base dans la région.
- La répartition de l'aide à l'éducation de base dans la région n'a pas toujours bénéficié aux pays qui sont les plus éloignés des objectifs de l'EPT, et certains pays ayant une forte proportion d'enfants non scolarisés ont reçu des montants relativement faibles d'aide à l'éducation de base par enfant (Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Tchad).
- Le nombre de grands donateurs¹² par pays est très variable : 13 pays ont reçu une aide d'au moins 8 grands donateurs : Bénin, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal (8 grands donateurs chacun), Angola, Mali (9), Ghana (11), Burkina Faso, Mozambique, Zambie (12), Kenya, République-Unie de Tanzanie (13) et Éthiopie (14).

12. Sont définis comme grands donateurs à un pays ceux dont les contributions se sont élevées à au moins 3 millions de dollars EU entre 2003 et 2005.

- Vingt-cinq pays d'Afrique subsaharienne ont été admis depuis 1999 à bénéficier de l'Initiative PPTTE, ce qui peut permettre aux gouvernements d'accroître les dépenses consacrées à l'éducation.
- Sur les 32 pays à faible revenu identifiés dans le monde comme ayant les niveaux les plus faibles de développement de l'éducation, 23 se trouvent en Afrique subsaharienne. Les plans d'éducation de 13 de ces 23 pays ont été approuvés dans le cadre de l'Initiative de mise en œuvre accélérée et 6 autres devraient l'être avant la fin de 2008.

L'indice du développement de l'éducation pour tous : synthèse des progrès

L'indice du développement de l'EPT (IDE) est une mesure composite de la situation d'un pays au regard de la réalisation de l'agenda de l'EPT. Il a été introduit dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4* et est actualisé chaque année. Dans l'idéal, il devrait comprendre des mesures des 6 objectifs de l'EPT mais, pour l'instant, il est axé sur les 4 objectifs les plus aisément quantifiables : l'EPU, l'alphabétisation des adultes, la parité et l'égalité entre les sexes et la qualité de l'éducation, chacun étant représenté par un indicateur de substitution¹³.

Pour 2005, l'IDE a pu être calculé pour 27 des 45 pays d'Afrique subsaharienne. Il est important de noter que beaucoup de pays restent exclus du tableau d'ensemble de l'EPT, dont les pays en conflit ou sortant d'un conflit, qui risquent de souffrir d'un faible développement de l'éducation et méritent par conséquent une attention particulière¹⁴.

Parmi les résultats :

- aucun pays n'a encore atteint les 4 objectifs de l'EPT les plus quantifiables, et un seul (les Seychelles) est près de les atteindre, avec une valeur de l'IDE de 0,974 ;
- 10 pays occupent une position intermédiaire, avec une valeur de l'IDE comprise entre 0,80 et 0,94. Dans la plupart de ces pays, la faiblesse du taux d'alphabétisme des adultes ou du taux de survie en 5^e année du primaire, ou des deux, tire vers le bas la valeur totale de l'IDE ;
- 16 pays sont loin d'atteindre les objectifs de l'EPT, avec des valeurs de l'IDE inférieures à 0,80. Pour les pays appartenant à cette catégorie, une amélioration notable est nécessaire concernant les 4 composantes de l'IDE ;
- depuis 1999, l'Éthiopie, le Mozambique et le Lesotho ont enregistré une forte hausse de la valeur de leur IDE (de 35, 28 et 10 % respectivement), du fait essentiellement de

13. L'EPU (objectif 2) est représenté par le TNS total du primaire (enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont scolarisés soit dans le primaire soit dans le secondaire), l'alphabétisation des adultes (objectif 4) par le taux d'alphabétisme de la population âgée de 15 ans et plus, la parité et l'égalité entre les sexes (objectif 5) par l'indice de l'EPT relatif au genre, qui est la moyenne des IPS des TBS du primaire et du secondaire et du taux d'alphabétisme des adultes, et la qualité de l'éducation (objectif 6) par le taux de survie en 5^e année du primaire. L'IDE attribue un poids égal aux 4 mesures. Étant donné que chacune d'elles est exprimée sous la forme d'un pourcentage, l'IDE d'un pays se situe entre 0 et 100 % ou, s'il est exprimé sous la forme d'un rapport, entre 0 et 1, 1 représentant la pleine réalisation de l'EPT telle que résumée par l'IDE.

14. En Afrique subsaharienne, ces pays sont les suivants : Angola, Burundi, Congo, Gambie, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Somalie.

Tableau 1 : Distance moyenne par rapport aux quatre objectifs de l'EPT

EPT réalisée (IDE compris entre 0,98 and 1,00)	Proches de l'EPT (IDE compris entre 0,95 et 0,97)
Aucun	(1) : Seychelles
Position intermédiaire (IDE compris entre 0,80 et 0,94)	Eloignés de l'EPT (IDE inférieur à 0,80)
(10) : Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Kenya, Lesotho, Maurice, Namibie, Sao Tomé-et-Principe, Swaziland, Zimbabwe	(16) : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo

l'augmentation du TNS total du primaire. Cependant, parmi les autres pays pour lesquels les données sont disponibles, aucun, à l'exception de l'Afrique du Sud, n'a enregistré de hausse supérieure à 1,8 %. La Namibie et le Tchad ont vu la valeur de leur IDE diminuer (de 1,5 et 4,2 % respectivement), leur point faible étant le taux de survie en 5^e année du primaire. Il convient de noter que parmi les 9 pays de la région disposant de valeurs de l'IDE pour 1999 et 2005, 5 (Malawi, Maurice, Namibie, Swaziland et Tchad) ont enregistré une diminution du taux de survie en 5^e année du primaire, ce qui montre combien il est difficile de conjuguer augmentation de l'effectif scolarisé et amélioration de la qualité.

Perspectives de réalisation de l'EPT en 2015

Pour les 3 objectifs qui sont dotés d'une cible quantitative explicite – les objectifs 2 (EPU), 4 (réduction de moitié du niveau d'analphabétisme des adultes) et 5 (élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire) –, des projections ont été faites pour les indicateurs de l'éducation pertinents pour 2015 et 2025¹⁵, en extrapolant les tendances observées dans chaque pays entre le début des années 1990 et 2005¹⁶. Le tableau 2 récapitule les conclusions des projections.

D'énormes progrès ont été accomplis vers la réalisation de la scolarisation universelle dans le primaire, comme le démontrent les exemples du Burkina Faso, de l'Éthiopie, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie. Dans certains des pays qui ont réussi à progresser, l'aide internationale a efficacement soutenu les efforts nationaux. Pour que cet élan se poursuive et même s'accélère, il faut qu'il soit complété par des progrès vers les autres objectifs de l'EPT concernant la qualité, l'alphabétisation, la petite enfance et les besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes. Ce n'est que si toutes les parties prenantes concentrent désormais sans relâche leurs efforts sur l'EPT dans son ensemble, autour des éléments clefs d'inclusion, d'alphabétisation, de qualité, de développement des capacités et de financement, que le droit à l'éducation pourra être une réalité à tous les âges de la vie.

15. Dans le cas de l'objectif 4, les projections ne concernent que 2015.

16. Les années varient pour chaque indicateur en fonction de la disponibilité des données.

Tableau 2 : Projections pour la réalisation de l'EPU, de l'alphabétisation des adultes et de la parité entre les sexes

Objectif de l'EPU	
Objectif déjà atteint (<i>total NER ≥ 97 %</i>)	3 pays : République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles
Perspectives de réalisation de l'EPU	
(Projections effectuées pour trente pays qui n'ont pas encore atteint l'objectif, par extrapolation des tendances observées entre 1991 et 2005)	
Forte chance d'atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>Progressent régulièrement vers l'objectif</i>)	5 pays : Bénin, Lesotho, Madagascar, Malawi, Zambie
Faible chance d'atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>Progressent rapidement vers l'objectif, mais en sont encore éloignés</i>)	13 pays : Burkina Faso, Burundi, Érythrée, Éthiopie*, Gambie*, Ghana, Guinée*, Kenya*, Mali, Mozambique*, Niger, Sénégal, Tchad
Risque de ne pas atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>S'éloignent de l'objectif ou progressent trop lentement</i>)	8 pays : Afrique du Sud, Botswana*, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Maurice*, Swaziland, Togo, Zimbabwe
Risque sérieux de ne pas atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>Sont les plus éloignés de l'objectif et s'en éloignent ou progressent trop lentement</i>)	4 pays : Côte d'Ivoire, Namibie, Nigéria, Rwanda
Non inclus dans l'analyse des perspectives (<i>pas de données ou données insuffisantes</i>)	12 pays : Angola, Cameroun, Comores, Congo, Gabon, Guinée-Bissau, Liberia, Sierra Leone, Somalie, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo * Réalisation probable de l'EPU en 2025 si les tendances passées et actuelles se maintiennent.
Objectif de l'alphabétisation des adultes	
Alphabétisme universel réalisé (<i>Taux d'alphabétisme des adultes ≥ 97 %</i>)	Aucun
Perspectives de réalisation de l'alphabétisation des adultes	
(Projections du taux d'alphabétisme des adultes effectuées pour 36 pays qui n'ont pas encore atteint l'objectif, par extrapolation des tendances observées entre 1995 et 2004)	
Forte chance d'atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>Progressent régulièrement vers l'objectif</i>)	4 pays : Afrique du Sud, Congo, Gabon, Zimbabwe
Faible chance d'atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>Progressent rapidement vers l'objectif, mais en sont encore éloignés</i>)	14 pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo
Risque de ne pas atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>S'éloignent de l'objectif ou progressent trop lentement</i>)	6 pays : Botswana, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Maurice, Namibie, Sao Tomé-et-Principe
Risque sérieux de ne pas atteindre l'objectif d'ici à 2015 (<i>Sont les plus éloignés de l'objectif et s'en éloignent ou progressent trop lentement</i>)	12 pays : Angola, Burundi, Kenya, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Swaziland, Zambie
Non inclus dans l'analyse des perspectives (<i>pas de données ou données insuffisantes</i>)	9 pays : Cameroun, Comores, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Seychelles, Somalie
Objectif de parité entre les sexes (élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire)	
Objectif atteint ou ayant des chances de l'être en 2005 (<i>IPS compris entre 0,97 et 1,03</i>)	2 pays : Maurice, Seychelles
Perspectives de réalisation de la parité entre les sexes	
(Projections de l'IPS du TBS de l'enseignement primaire et secondaire effectuées pour 32 pays qui n'ont pas encore atteint l'objectif, sur la base des tendances observées entre 1991 et 2005)	
Parité probablement réalisée d'ici à 2015	2 pays : Botswana, Ouganda
Parité probablement réalisée d'ici à 2025	5 pays : Burkina Faso, Gambie , Ghana, Guinée, Lesotho
Ne réaliseront probablement la parité ni pour 2015 ni pour 2025	25 pays : Afrique du Sud , Bénin, Burundi, Cameroun, Cap-Vert , Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Malawi *, Mali, Mozambique, Namibie *, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda*, Sénégal, Swaziland, Tchad, Togo*, Zambie, Zimbabwe*
Non inclus dans l'analyse des perspectives (<i>pas de données ou données insuffisantes</i>)	13 pays : Angola, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Sao Tome et Principe, Sierra Leone, Somalie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie * La parité sera probablement réalisée dans l'enseignement primaire mais pas dans l'enseignement secondaire. 1. Dans les pays apparaissant en bleu, les disparités entre les sexes aux dépens des garçons sont observées dans l'enseignement primaire ou secondaire.

Tableau 3: Afrique subsaharienne, selected education indicators

Pays ou territoire	Population totale (milliers)	Éducation obligatoire (groupe d'âge)	Indice de développement de l'EPT (IDE)	Taux d'alphabétisme des adultes (15 ans et +)				Éducation et protection de la petite enfance				Enseignement primaire									Pays ou territoire	
				1985-1994 ¹		1995-2004 ¹		Survie et bien-être des enfants		Enseignement préprimaire		TNS, total (%)		IPS du TBS (F/M)		Enfants non scolarisés ²	Taux de survie en dernière année (%), total		% d'enseignants formés, total	Rapport élèves/enseignant ³		
				Total (%)	IPS (F/M)	Total (%)	IPS (F/M)	Taux de mortalité des moins de 5 ans (%)	Retard de croissance modéré et grave (%)	TBS		1999	2005	1999	2005		1999	2004		2005		1999	2005
										Total (%)	Total (%)					2005 (000)						
Afrique subsaharienne																						
Afrique du Sud	47 432	7-15	0,892	...	...	82	0,96	73	25	20	37	93	87	0,98	0,96	569	57	77	79	35	36	Afrique du Sud
Angola	15 941	6-14	...	...	...	67	0,65	230	45	...	...	...	...	0,86	...	...	...	...	...	...	...	Angola
Béning ⁴	8 439	6-11	0,583	27	0,42	35	0,49	147	31	4	5	50	78	0,67	0,80	270	...	46	72	53	47	Béning ⁴
Botswana	1 765	6-15	0,890	69	1,09	81	1,02	98	23	...	...	78	85	1,00	0,98	42	82	85	97	27	25	Botswana
Burkina Faso ⁴	13 228	6-16	0,531	14	0,42	24	0,53	186	39	2	2	35	45	0,70	0,80	1 202	61	69	88	49	47	Burkina Faso ⁴
Burundi	7 548	7-12	0,665	37	0,57	59	0,78	173	57	0,8	2	...	60	0,80	0,86	480	...	59	88	57	49	Burundi
Cameroun ⁴	16 322	6-11	...	...	...	68	0,78	156	32	12	24	...	...	0,82	0,85	...	78	59	63	52	48	Cameroun ⁴
Cap-Vert	507	6-16	0,890	63	0,71	81	0,86	29	...	...	54	...	99	0,96	0,95	7	...	88	78	29	26	Cap-Vert
Comores	798	6-14	...	...	...	...	...	63	44	2	3	49	...	0,85	0,88	...	...	72	...	35	35	Comores
Congo	3 999	6-16	...	74	0,79	85	0,87	102	26	2	6	...	44	0,95	0,92	376	...	55	62	61	83	Congo
Côte d'Ivoire	18 154	6-15	...	34	0,53	49	0,63	183	21	2	3	53	56	0,74	0,79	1 223	62	...	100	43	42	Côte d'Ivoire
Érythrée	4 401	7-13	0,634	...	...	...	...	81	38	6	12	36	47	0,82	0,81	308	95	79	84	47	48	Érythrée
Éthiopie ⁴	77 431	7-12	0,616	27	0,51	36	0,46	157	47	1	2	33	68	0,62	0,88	2 666	62	73	97	64	72	Éthiopie ⁴
Gabon	1 384	6-16	...	72	0,82	84	0,90	88	21	...	...	...	...	1,00	0,99	...	...	56	100	44	36	Gabon
Gambie ⁴	1 517	7-16	...	...	...	...	...	111	19	20	18	67	77	0,85	1,06	47	...	...	58	33	35	Gambie ⁴
Ghana ⁴	22 113	6-15	0,714	...	...	58	0,75	91	30	40	56	57	69	0,92	0,98	990	...	60	56	30	35	Ghana ⁴
Guinée ⁴	9 402	6-12	0,579	...	...	29	0,43	147	35	...	7	44	66	0,65	0,84	501	...	71	68	47	45	Guinée ⁴
Guinée-Bissau	1 586	7-12	...	...	...	...	...	194	30	3	...	45	...	0,67	...	...	...	...	...	44	...	Guinée-Bissau
Guinée équatoriale	504	7-11	...	...	...	87	0,86	170	39	31	41	83	81	...	0,95	10	...	...	...	57	32	Guinée équatoriale
Kenya ⁴	34 256	6-13	0,824	...	...	74	0,90	107	30	44	52	64	79	0,97	0,96	1 123	...	84	99	32	40	Kenya ⁴
Lesotho ⁴	1 795	6-12	0,824	...	...	82	1,23	113	38	23	34	60	87	1,08	1,00	41	58	61	64	44	42	Lesotho ⁴
Libéria ⁴	3 283	6-16	...	41	0,57	52	0,78	209	39	41	...	41	...	0,74	...	...	...	...	...	39	...	Libéria ⁴
Madagascar ⁴	18 606	6-14	...	...	...	71	0,85	118	48	3	10	63	92	0,97	0,96	188	51	43	36	47	54	Madagascar ⁴
Malawi	12 884	6-13	0,734	49	0,51	64	0,72	167	48	...	...	98	95	0,95	1,02	113	37	34	...	...	...	Malawi
Mali ⁴	13 518	7-15	0,559	...	...	19	0,44	206	38	1	3	40	51	0,72	0,80	1 113	66	80	...	62	54	Mali ⁴
Maurice	1 245	5-16	0,940	80	0,88	84	0,91	16	10	100	95	91	95	1,00	1,00	6	99	96	100	26	22	Maurice
Mozambique ⁴	19 792	6-12	0,631	...	...	39	0,46	163	41	...	...	52	77	0,74	0,85	872	28	46	60	61	66	Mozambique ⁴
Namibie	2 031	6-15	0,848	76	0,95	85	0,96	71	24	19	29	73	72	1,02	1,01	116	82	76	92	32	31	Namibie
Niger ⁴	13 957	4-16	0,480	...	...	29	0,35	248	40	1	1	24	40	0,68	0,73	1 371	...	60	76	41	44	Niger ⁴
Nigéria	131 530	6-11	0,734	55	0,65	69	0,77	189	38	...	15	61	68	0,82	0,86	6 584	...	63	50	41	37	Nigéria
Ouganda	28 816	...	...	56	0,66	67	0,75	128	39	4	1	...	...	0,92	1,00	...	...	25	85	...	52	Ouganda
République centrafricaine	4 038	6-15	...	34	0,42	49	0,52	167	39	...	2	...	...	...	0,66	...	...	...	...	...	...	République centrafricaine
R. D. Congo	57 549	6-15	...	...	...	67	0,67	197	38	...	7	...	...	0,90	0,78	...	...	...	...	26	34	R. D. Congo
R.-U. Tanzanie	38 329	7-13	...	59	0,67	69	0,80	110	38	...	30	48	98	1,00	0,97	132	...	79	100	40	52	R.-U. Tanzanie
Rwanda ⁴	9 038	6-12	0,688	58	...	65	0,84	191	45	...	...	...	74	0,98	1,02	373	30	31	82	54	62	Rwanda ⁴
Sao Tomé-et-Principe	157	7-12	0,891	73	0,73	85	0,85	104	29	27	32	85	97	0,98	0,98	0,03	...	68	...	36	31	Sao Tomé-et-Principe
Sénégal ⁴	11 658	7-12	0,651	27	0,48	39	0,57	121	16	3	8	52	69	0,86	0,97	518	...	64	100	49	42	Sénégal ⁴
Seychelles	81	6-15	0,974	88	1,02	92	1,01	...	...	109	109	...	99	0,99	1,01	0,04	99	99	78	15	14	Seychelles
Sierra Leone ⁴	5 525	...	...	...	...	35	0,52	278	34	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Sierra Leone ⁴
Somalie	8 228	6-13	...	...	...	...	...	187	23	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Somalie
Swaziland	1 032	6-12	0,830	67	0,94	80	0,97	135	30	...	18	75	80	0,95	0,93	40	64	61	91	33	32	Swaziland
Tchad	9 749	6-14	0,409	12	...	26	0,31	195	41	...	1	52	61	0,58	0,67	594	47	26	27	68	63	Tchad
Togo	6 145	6-15	0,681	...	...	53	0,56	127	22	2	2	79	78	0,75	0,85	190	...	68	37	41	34	Togo
Zambie	11 668	7-13	...	65	0,79	68	0,78	161	50	...	...	63	89	0,92	0,95	228	66	...	...	47	51	Zambie
Zimbabwe	13 010	6-12	0,837	84	0,88	89	0,93	113	26	41	43	81	82	0,97	0,98	429	...	62	...	41	39	Zimbabwe
Total				Moyenne pondérée				Moyenne pondérée		Moyenne pondérée		Moyenne pondérée		Total	Médiane			Moyenne pondérée				
Afrique subsaharienne	710 389	...	...	54	0,71	59	0,73	163	37	10	14	57	70	0,86	0,89	32 774	62	63	78	41	45	Afrique subsaharienne
Pays en développement	5 165 463	...	...	68	0,77	77	0,84	86	31	28	34	81	86	0,91	0,94	68 825	...	79	...	27	28	Pays en développement
Monde	6 450 253	...	...	76	0,85	82	0,89	78	30	33	40	83	87	0,92	0,95	72 124	...	87	...	25	25	Monde

Source : Rapport mondial de suivi de l'EPT 2008, tableaux statistiques ; Institut de statistique de l'UNESCO ; base de données en ligne du SNPC (OCDE-CAD, 2007)

Les données soulignées sont de 2002. Les données en italique sont de 2003. Les données en italique et en gras sont de 2004.

Les données en gras sont de 2006 ou de 2005 pour le taux de survie en dernière année.

1. Les données sont de l'année la plus récente disponible au cours de la période spécifiée.
2. Les données reflètent le nombre réel d'enfants qui ne sont pas scolarisés du tout, tiré du taux de scolarisation par âge spécifique des enfants d'âge du primaire. Ce taux mesure la proportion d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire scolarisés dans des écoles primaires ou secondaires (TNS total du primaire).

3. Basé sur le nombre d'élèves et d'enseignants.

4. Initiative de mise en œuvre accélérée (IMO): pays ayant des plans sectoriels approuvés.

Tableau 3 (suite)

Pays ou territoire	Enseignement secondaire								Enseignement supérieur		Dépenses d'éducation		
	TBS dans le premier cycle du secondaire		TBS dans le second cycle du secondaire		TBS dans l'ensemble du secondaire				TBS		Dépenses publiques totales d'éducation en % du PNB		Aide totale à l'éducation de base (en millions de dollars EU constants de 2005)
	2005		2005		1999		2005		2005		1999	2005	2004-2005 Moyenne annuelle
	Total (%)	IPS (F/M)	Total (%)	IPS (F/M)	Total (%)	IPS (F/M)	Total (%)	IPS (F/M)	Total (%)	IPS (F/M)			
Afrique subsaharienne													
Afrique du Sud	97	1,06	91	1,09	88	1,13	93	1,07	15	1,22	6,2	5,5	57
Angola	...	...	...	...	13	0,83	...	...	<i>0,8</i>	<i>0,66</i>	3,4	...	31
Bénin ⁴	41	0,58	20	0,52	19	0,47	33	0,57	...	...	2,5	3,5	29
Botswana	87	1,07	58	1,02	71	1,07	75	1,05	5	1,00	...	11,0	16
Burkina Faso ⁴	19	0,73	7	0,60	10	0,61	14	0,70	2	0,45	...	4,7	111
Burundi	17	0,76	8	0,68	...	...	13	0,74	2	0,38	3,5	5,2	9
Cameroun ⁴	49	0,91	37	0,61	27	0,83	44	0,80	6	0,66	2,4	1,8	26
Cap-Vert	90	1,06	45	1,10	...	...	68	1,07	7	1,04	...	7,2	7
Comores	41	0,75	27	0,78	25	0,81	35	0,76	2	0,77	...	...	6
Congo	50	0,88	21	0,69	...	...	39	0,84	4	<i>0,19</i>	6,0	2,8	12
Côte d'Ivoire	...	...	...	...	22	0,54	...	...	...	...	5,6	...	8
Érythrée	44	0,64	21	0,52	24	0,68	31	0,59	1	0,15	5,3	5,4	41
Éthiopie ⁴	49	0,73	19	0,58	15	0,62	35	0,69	3	0,32	3,6	6,1	70
Gabon	...	...	...	...	45	0,86	...	...	...	...	3,8	...	6
Gambie ⁴	59	0,90	33	0,69	33	0,65	47	0,82	1	0,23	3,1	2,1	5
Ghana ⁴	65	0,91	24	0,81	37	0,80	45	0,88	5	0,53	4,2	5,5	70
Guinée ⁴	37	0,54	21	0,52	15	0,37	30	0,53	3	0,24	2,1	2,1	17
Guinée-Bissau	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,6	...	4
Guinée équatoriale	...	...	...	...	31	0,37	...	...	...	...	...	...	4
Kenya ⁴	91	0,99	28	0,90	38	0,96	49	0,95	3	0,60	5,4	6,8	52
Lesotho ⁴	48	1,31	25	1,15	30	1,35	39	1,26	3	1,27	10,2	10,8	10
Libéria ⁴	...	...	...	...	29	0,65	...	...	...	...	...	...	3
Madagascar ⁴	28	0,98	...	...	14	0,96	...	...	3	0,89	2,5	3,2	65
Malawi	40	0,85	15	0,73	37	0,70	28	0,81	0,4	0,54	4,7	5,9	36
Mali ⁴	33	0,64	13	0,58	14	0,54	24	0,62	3	0,47	3,0	4,5	67
Maurice	99	1,02	80	0,96	76	0,98	88	0,99	17	1,26	4,2	4,5	1
Mozambique ⁴	19	0,70	4	0,62	5	0,69	13	0,69	1	0,49	2,5	3,9	129
Namibie	72	1,17	29	1,07	57	1,13	56	1,15	6	1,15	7,9	<i>6,8</i>	4
Niger ⁴	12	0,69	4	0,63	6	0,65	9	0,68	0,9	0,45	2,1	2,3	60
Nigéria	37	0,87	31	0,81	24	0,91	34	0,84	10	0,55	...	...	32
Ouganda	22	0,84	10	0,68	10	0,66	19	0,81	3	0,62	...	5,3	95
République centrafricaine	<i>14</i>	<i>0,54</i>	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	6
R. D. Congo	<i>30</i>	<i>0,63</i>	<i>18</i>	<i>0,54</i>	18	0,52	22	<i>0,58</i>	...	...	...	...	48
R.-U. Tanzanie	...	...	...	...	6	0,82	...	...	1	0,48	2,2	...	87
Rwanda ⁴	18	0,89	10	0,89	10	1,00	14	0,89	3	0,62	...	3,9	14
Sao Tomé-et-Principe	71	1,14	27	0,98	...	...	44	1,08	·	·	...	...	1
Sénégal ⁴	28	0,78	12	0,67	15	0,64	21	0,75	5	...	3,5	5,5	44
Seychelles	101	0,98	112	1,01	113	1,04	105	0,99	·	·	5,5	5,7	0
Sierra Leone ⁴	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14
Somalie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8
Swaziland	53	1,02	32	0,84	45	1,00	45	0,97	4	1,06	5,7	6,2	13
Tchad	19	0,35	10	0,26	10	0,26	16	0,33	1	0,14	1,7	2,5	13
Togo	54	0,57	20	0,31	28	0,40	40	0,51	...	...	4,3	...	3
Zambie	44	0,87	17	0,73	20	0,77	28	0,82	...	...	2,0	2,2	116
Zimbabwe	55	<i>0,95</i>	27	<i>0,86</i>	43	0,88	36	<i>0,91</i>	4	<i>0,63</i>	...	...	2
	Moyenne pondérée								Moyenne pondérée		Médiane		Total
Afrique subsaharienne	38	0,80	24	0,78	24	0,82	32	0,79	5	0,62	3,7	5,0	1 477
Pays en développement	75	0,93	46	0,92	53	0,88	60	0,93	17	0,91	4,4	4,7	3 940
Monde	79	0,94	53	0,94	60	0,91	66	0,94	24	1,05	4,5	4,9	4 373

Les données soulignées sont de 2002. Les données en italique sont de 2003. Les données en italique et en gras sont de 2004. Les données en gras sont de 2006 ou de 2005 pour le taux de survie en dernière année.

1. Les données sont de l'année la plus récente disponible au cours de la période spécifiée.

2. Les données reflètent le nombre réel d'enfants qui ne sont pas scolarisés du tout, tiré du taux de scolarisation par âge spécifique des enfants d'âge du primaire.

Ce taux mesure la proportion d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire scolarisés dans des écoles primaires ou secondaires (TNS total du primaire).

3. Basé sur le nombre d'élèves et d'enseignants.

4. Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) : pays ayant des plans sectoriels approuvés.

Source : Rapport mondial de suivi de l'EPT 2008, tableaux statistiques ; Institut de statistique de l'UNESCO ; base de données en ligne du SNPC (OCDE-CAD, 2007)

Sigles et acronymes

EPPE : éducation et protection de la petite enfance. Programmes offrant aux enfants, outre des soins, un ensemble structuré et systématique d'activités d'apprentissage dans le cadre d'un établissement formel (préprimaire ou CITE O) ou d'un programme de développement non formel destiné aux enfants. Les programmes d'EPPE sont normalement conçus pour les enfants âgés de 3 ans et plus et comprennent des activités d'apprentissage organisées dont la durée moyenne est d'au moins 2 heures par jour pendant 100 jours par an.

IPS : indice de parité entre les sexes. Rapport entre la valeur d'un indicateur donné correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin (ou rapport inverse dans certains cas). Un IPS égal à 1 indique la parité entre les sexes ; un IPS supérieur ou inférieur à 1 indique une disparité en faveur d'un sexe ou de l'autre.

PASEC : Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN

PNB : produit national brut. Produit intérieur brut majoré des revenus nets reçus de l'étranger. Comme ces revenus peuvent être positifs ou négatifs, le PNB peut être supérieur ou inférieur au PIB. Ce dernier est la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents de l'économie, y compris les commerces de distribution et les transports, majorée des taxes sur les produits et minorée des subventions non incluses dans la valeur des produits.

REE : rapports élèves/enseignant. Nombre moyen d'élèves par enseignant dans un niveau d'enseignement donné, calculé à partir du nombre d'enseignants et d'élèves.

SACMEQ : Southern and Eastern Africa Consortium on Monitoring Educational Quality (Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation)

TBS : taux brut de scolarisation. Nombre total d'élèves ou d'étudiants inscrits dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge officiel correspondant à ce niveau d'enseignement. Pour l'enseignement supérieur, la population est celle du groupe d'âge suivant l'âge d'achèvement de l'enseignement secondaire. Le TBS peut dépasser 100 % en raison des admissions tardives et/ou des redoublements.

TNS : taux net de scolarisation. Rapport entre le nombre d'élèves inscrits dans un niveau d'enseignement donné et appartenant au groupe d'âge correspondant officiellement à ce niveau et la population de ce groupe d'âge, exprimé en pourcentage.

Aperçu régional : Afrique subsaharienne



e-mail : efareport@unesco.org

Tél. : +33 1 45 68 21 28

Fax : +33 1 45 68 56 41

www.efareport.unesco.org